

A N N A L E S  
**BRETAGNE**  
**PAYS DE L'OUEST**

## Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

110-1 | 2003

Varia

---

### Alain Jacobzone, *L'éradication tranquille. Le destin des juifs en Anjou (1940-1944)*

Jacqueline Sainclivier

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1496>

ISBN : 978-2-7535-1489-8

ISSN : 2108-6443

#### Éditeur

Presses universitaires de Rennes

#### Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2003

Pagination : 182-184

ISBN : 978-2-86847-811-5

ISSN : 0399-0826

#### Référence électronique

Jacqueline Sainclivier, « Alain Jacobzone, *L'éradication tranquille. Le destin des juifs en Anjou (1940-1944)* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 110-1 | 2003, mis en ligne le 02 mars 2005, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1496>

---

tion du Sénat à toute autre proposition de la SFIO, l'originalité de la thèse d'Édouard Lynch est d'analyser la victoire électorale du Front populaire comme étant celle du monde paysan. C'est là sa thèse principale. Certes, on comprend que travaillant sur la SFIO et la société paysanne, il en vienne à valoriser son rôle dans la victoire de 1936. Il est certain que la SFIO recueille les fruits d'une meilleure implantation, même si la scission néo-socialiste fait légèrement reculer les départements ruraux (p. 322). En fait, ce sont les terres radicales du sud-ouest qui voient une progression de la SFIO ce qui lui gagne certes des députés, mais au détriment d'une autre composante du Front populaire. Et l'auteur sent peut-être une certaine faiblesse de sa démonstration en rappelant combien le monde paysan est plus attaché aux personnes qu'aux idéologies. En revanche, il met bien en exergue, les grèves agricoles de l'été 1936 et l'échec des tentatives de 1937, l'homme de terrain qu'entendait être Georges Monnet, ministre de l'agriculture. Dans ces derniers chapitres, les pages les plus neuves voire les plus convaincantes, sont celles qui font émerger le renouvellement des pratiques politiques locales au contact avec la SFIO s'appropriant des rituels politiques citadins.

Après la chute du Front populaire, selon Lynch, se développe au sein de la SFIO et plus encore de la CNP une forme d'agrarisme socialiste : l'importance accordée à la propriété paysanne entraîne une dénonciation de l'exode rural, voire un retour à la terre ce qui peut expliquer que certains membres, dont son principal dirigeant Calvayrac, apportent leur appui à Vichy en 1940.

Malgré quelques faiblesses, l'ouvrage a le mérite d'éclairer une page peu connue de l'histoire de la SFIO. La conclusion est décevante ; elle trace des pistes de recherche sans tenir compte des travaux existant et semble découvrir l'importance de l'enracinement politique antérieur oubliant les apports de Siegfried et de nombre de ses successeurs non seulement pour l'Ouest mais aussi pour d'autres régions ou départements (le Var par exemple!).

Jacqueline SAINCLIVIER

JACOBZONE, Alain, *L'éradication tranquille. Le destin des juifs en Anjou (1940-1944)*, Vauchrézien (Maine-et-Loire), éd. Ivan Davy, 2002, 252 p.

Alain Jacobzone, professeur d'histoire et de géographie à Angers, s'était déjà fait connaître en présentant un premier ouvrage sur l'arrière en 14-18 et cela à une époque où l'historiographie universitaire s'intéressait peu à la Grande Guerre et encore moins à l'arrière. Il nous livre ici avec le même sérieux et une très bonne connaissance de l'historiographie du sujet une étude sur le sort des juifs en Anjou pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce sujet lui tient à cœur car, s'il est une génération qui fut amenée à s'interroger sur un passé proche, c'est bien la nôtre, celle du « baby boom » certes, mais aussi celle dont les pères et les mères furent – qu'ils l'aient voulu ou non – confrontés à une guerre classique mais aussi et peut-être surtout à une « guerre franco-française » (Henry Roussio). Et quand on est historien, l'interrogation devient encore plus pressante : comment ? pourquoi ? C'est à toutes ces questions qu'Alain Jacobzone s'efforce de répondre.

Il existe certes aujourd'hui une nombreuse littérature sur l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, l'historiographie elle-même s'est considérablement renouvelée. C'est dans celle-ci que s'inscrit l'ouvrage publié chez un petit éditeur qui joue pleinement son rôle de diffuseur de la connais-

sance; les coquilles y sont rares, les extraits de documents particulièrement bien choisis. L'auteur a travaillé aux Archives départementales de Maine-et-Loire, aux Archives municipales d'Angers ainsi qu'à Paris au CDJC (Centre de Documentation Juive Contemporaine). Il est conscient des limites de ces sources qui ne font apparaître que les aspects officiels et rarement les actes clandestins, mais par leur précision, ces sources essentiellement administratives sont fort révélatrices tout comme certains témoignages postérieurs.

Il décrit comment en Anjou occupé mais dépendant aussi du régime de Vichy, se met en place l'exclusion progressive des juifs au vu et au su de tous. Certes, les Angevins étaient loin de connaître le sort des juifs une fois déportés, mais c'est bien ce qui se passe *avant* la déportation qui est essentiel, puisque facilitant celle-ci. Alain Jacobzone démonte le mécanisme, les complicités, les lâchetés, les illusions.

La communauté juive d'Anjou est modeste (environ 400 personnes), communauté fort hétérogène; du fait de la guerre, les juifs présents dans le département sont parfois étrangers, Français installés de longue date ou récemment arrivés car fuyant l'avance allemande ou la Lorraine annexée et l'Alsace. Inégaux par leur statut, par leur insertion géographique, par leur appartenance sociale, ils le sont aussi par leur degré d'intégration; inégalités qui jouèrent un rôle important lors des arrestations. Le premier recensement (octobre 1940) se fait avec précision et sans opposition, ni méfiance apparente de la part de la population juive. Peu à peu, exclusions, humiliations se succèdent et l'on connaît la forte incrédulité des intéressés eux-mêmes lorsque, de surcroît, ils sont anciens combattants, décorés : les juifs angevins n'y échappent pas. L'aryanisation des biens juifs se fait au vu et au su de tous d'autant que les commerces étaient pour la plupart au cœur de la ville d'Angers : l'affiche sur les commerces, le port de l'étoile jaune depuis juin 1942 ne peuvent être ignorés.

Les rafles qui commencent en juillet 1942 et se poursuivent jusqu'en janvier 1944 (auxquelles s'ajoutent les arrestations isolées jusqu'en mai 1944) sont importantes et pour l'auteur, « les résultats [sont] difficiles à surpasser ». Le bilan que nous livre Alain Jacobzone est éloquent : 218 déportés sur 398 personnes recensées en juin 1942. Plus de la moitié! C'est-à-dire le double de la proportion de déportés juifs pour l'ensemble de la France. Devant ce constat, l'auteur s'interroge sur les motifs de cette plus grande sévérité. Plusieurs facteurs ont pu jouer : plus qu'un rejeu de l'antisémitisme, une xénophobie ambiante croissante à une époque où juifs et étrangers sont assimilés. Une telle explication n'est pas suffisante. Plus vraisemblablement, une présence allemande forte, Angers ayant un rôle majeur dans le dispositif militaire allemand; l'existence d'une administration française particulièrement zélée, « bureaucratiquement » zélée. Certes, de nombreux signes montrent que le processus menant à l'extermination dans des camps n'est pas connu, et le concept de « camps de concentration » n'est pas nouveau, désignant dès la Première Guerre mondiale une « concentration de population » dans un camp de réfugiés par exemple. D'autre part, comment « imaginer » même l'extermination car c'est bien cela qui est au cœur des réactions (ou de l'absence de réaction), y compris chez des personnes prêtes à aider la population juive (cf. cette institutrice persuadée que l'enfant qu'elle garde va rejoindre ses parents).

Notons cependant que le quart des juifs recensés quittent leur domicile sans prévenir l'administration, autrement dit s'enfuient. Les diverses mesures prises antérieurement à leur encontre l'expliquent; parmi eux, 80 % sont Français c'est-à-dire suffisamment bien intégrés pour disposer de facilité d'évasion, de réseaux (faux-papiers, hébergement, etc.). Alain Jacobzone n'oublie pas ceux qui ont

aidé mais qui sont très difficiles à saisir à travers des archives silencieuses évidemment sur cet aspect.

Dans cette déclinaison en Maine-et-Loire de la Shoah, ce qui frappe, c'est le silence assourdissant des notables ; ce sont eux qui avaient galvanisé la population de l'arrière en 14-18, mais en 39-45, ils sont absents ou pire approuvent cette politique antisémite. En conclusion, je reprendrai seulement les termes mêmes de l'auteur : « Le génocide contre les juifs étudié à notre porte apprend que c'est d'abord sur le terrain et dans la vie quotidienne, où chacun les côtoie tous les jours que se joue le sort des victimes. »

Jacqueline SAINCLIVIER

*Annales 2001*, Société d'Histoire et d'Archéologie de l'Arrondissement de Saint-Malo.

La livraison de ces *Annales 2001* de la Société d'Histoire et d'Archéologie de l'arrondissement de Saint Malo, aujourd'hui plus que centenaire, nous propose onze conférences, qui ont très souvent le mérite de nous faire découvrir documents et archives toujours susceptibles d'intéresser chercheurs et passionnés.

C'est d'abord à une réhabilitation d'une partie du patrimoine de Saint-Malo que nous convie Alain Berbouche, dans son article *Saint-Malo port de guerre les établissements de la Marine à Saint-Malo et Saint-Servan*, qui plaide pour une mise en valeur de ce passé d'une ville perçue avant tout comme cité corsaire.

Ces *Annales* nous entraînent également, dans le sillage des navires malouins, à l'autre bout de la terre, par le biais de deux études en particulier, celle de Manonmani Filliozat sur les *Capitaines et hydrographes malouins dans les mers de l'Inde aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, et celle de Gracie Delépine concernant *les Français et la découverte des terres australes (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*. La première de ces études nous montre quelle fut la contribution de navigateurs et explorateurs malouins à la connaissance des routes maritimes et des côtes bordant les mers des Indes. La connaissance des meilleures routes constituait un enjeu commercial de taille pour la Compagnie des Indes. Ceci rendait essentielle la mise au point de cartes fiables, ce qui était techniquement difficile à réaliser, sauf à naviguer sur place comme l'ont fait les Malouins qui utilisaient alors des cartes partielles, souvent hollandaises (la cartographie française étant peu développée) qu'ils complétaient sur place. Ce n'est qu'en 1745 que le premier atlas hydrographique complet, fut publié par d'Après de Manneville, capitaine de la Compagnie des Indes. De cartes à usage personnel du XVII<sup>e</sup> siècle, les cartes imprimées françaises, même encore très imparfaites, vont, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, devenir la référence pour naviguer dans certaines parties de l'Océan indien.

Une étude très complète ensuite sur *La peste à Saint-Malo à travers les délibérations de ville (1534-1789)* nous est présentée par Jean-Pierre Schowbthaler. Replaçant la contagion dans son contexte (hygiène rudimentaire et compréhension de la maladie par les contemporains comme un châtement divin), il nous montre comment le port de Saint-Malo, surpeuplé, actif dans les échanges commerciaux lointains, fut victime de multiples crises épidémiques au XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Il explique comment la lutte contre la terrible maladie s'organise, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, et quelles sont les conséquences de ces épidémies sur la vie sociale de la cité et ses répercussions sur le trafic portuaire.

La Société donne également l'occasion à une jeune chercheuse en histoire de l'art, Isabelle Letiembre, de présenter l'essentiel du résultat de ses travaux